

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

OCTOBRE 2004

Une épreuve de langue vivante étrangère qui consiste en :

Une version et un thème, chacun de 3000 à 3300 signes au maximum

Une composition écrite en langue étrangère portant sur une question posée se rapportant aux sujets abordés dans les textes proposés à la traduction, destinée à apprécier la capacité du candidat à exprimer une position critique, structurée et argumentée.

ANGLAIS EPREUVE N° 37

Durée : 5 heures
Coefficient : 2

- version : 6 points
- thème : 6 points
- composition écrite : 8 points

VERSION

The assumption that the genocide erupted amid chaos made it easier for western policymakers at the time to shrug that little could be done. They were wrong. The small gang of Hutus who organised the genocide were rational men in pursuit of a rational albeit evil objective. They wanted to stay in power, and they harnessed ethnic hatred as a means to that end. They could have been deterred.

Their regime was heavily dependent on aid. If donors had made it clear that aid would cease for ever unless the genocide ceased immediately, the "génocidaires" would have found it much harder to persuade the rest of the Hutu elite to go along with their plan. During the genocide, requests from the French government, for example, not to attack a hotel where many prominent Tutsis had sought sanctuary, brought immediate results. Sterner warnings might have had a calming effect.

Failing that, western powers could have used force to end the killing. Romeo Dallaire, the UN's soldier on the spot, said it would have taken only 5,000 troops. Others think more would have been needed, but most agree that a determined military intervention would have saved many lives. And it could have been done. Instead, the UN withdrew its tiny presence. No one even jammed the radio station that urged on the killers with slogans such as "the graves are not yet full".

... / ...

Ten years on, some lessons have been learned. Rwanda's Tutsi-dominated government, born of the rebel army that stopped the genocide, has learned never to trust the UN, or any other foreign body, to protect its people. Since Tutsis are a small minority, and since thousands of armed "génocidaires" still lurk in the rainforests of Congo, Rwanda's giant neighbour, it is hardly surprising that they feel vulnerable.

Though they would deny it, Rwanda's ruling party and its tough-as-kevlar president, Paul Kagame, have concluded that the only way to guarantee the survival of the Tutsis is to remain in power indefinitely.

(...)

The rest of the world has learned different lessons from its failure ten years ago. Then, the West's reluctance to get involved was largely a consequence of America's shambolic intervention in Somalia the previous year. Since then, the response to all remotely similar emergencies has been guided by a desire not to allow a repeat of Rwanda. Some of the results have been encouraging. NATO eventually checked Serb aggression in the Balkans, though only after the 1995 Srebrenica massacre. British troops ended Sierra Leone's terrible civil war. Last year, in Congo's Ituri region, UN peacekeepers found themselves in a position with ominous echoes of Rwanda in April 1994 : outnumbered, lightly armed and unable to prevent horrific tribal killings. Instead of cutting and running, Europe sent a French-led force to restore order, with some success.

The genocide has also jolted the world into reconsidering how to prosecute mass killers. Ad hoc international tribunals for Rwanda and the former Yugoslavia, though slow and costly, are gradually securing convictions. Several countries have passed laws allowing their courts to try those accused of genocide, regardless of where the crime was committed. The impetus to set up an International Criminal Court sprang partly from the world's shame over Rwanda.

The Economist, March 25th 2004

THEME

Responsabilités militaires, politiques, françaises et responsabilités de la communauté internationale, le drame rwandais nous interpelle tous.

Mais s'il est important de déterminer les responsabilités dans une tragédie comme celle du Rwanda, il est essentiel de tout faire pour en éviter le renouvellement. Pour cela, il faut réfléchir à ce qui devrait être fait par notre pays et par l'ONU.

(1) Accroître la transparence des décisions concernant le déclenchement d'opérations militaires conduites en dehors du territoire national, et améliorer le contrôle du Parlement.

La Constitution ne laisse qu'une place très limitée au Parlement en matière d'emploi des forces militaires. Un vote n'est requis que pour une déclaration de guerre en bonne et due forme. Une modification de la Constitution pourrait prévoir, d'une part, des modalités d'autorisation par le Parlement des opérations extérieures - je suis pour ma part pour un vote public - et, d'autre part, l'extension aux accords de défense du régime d'approbation parlementaire actuellement en vigueur pour les conventions internationales. Un contrôle parlementaire effectif permettrait une information du public par les médias.

(2) Améliorer les mécanismes de gestion des crises internationales.

La multiplicité des intervenants, l'autonomie des chaînes de décision et la complexité des remontées d'information peuvent laisser le champ libre à des opérations d'intoxication. Les opérations extérieures doivent faire l'objet d'une meilleure formalisation et donner lieu, dans les jours suivant leur déclenchement, à l'adoption d'un décret visant le traité sur lequel elles sont fondées. Ce qui aurait montré publiquement, concernant le Rwanda, que l'intervention militaire française de 1990 était illégale, puisque l'accord du 18 juillet 1975, sur lequel elle reposait, ne concernait que l'aide à la gendarmerie rwandaise.

... / ...

(3) Améliorer l'efficacité des interventions de maintien et de rétablissement de la paix de l'ONU.

Il faut donner aux forces de l'ONU, dans le cas d'opérations de maintien de la paix, de réelles capacités d'autodéfense, de manière à leur permettre de faire face à tout changement de situation, c'est-à-dire de passer du chapitre VI de la Charte des Nations unies, qui n'autorise pas l'emploi de la force sauf légitime défense, au chapitre VII, qui permet l'usage de la force.

(4) Insister sur l'importance de la justice pénale internationale.

Après l'échec de la communauté internationale à prévenir et à interrompre le génocide, la création du Tribunal pénal international pour le Rwanda a été une première et indispensable réponse à la situation. La répression fait partie des conditions *sine qua non* de la prévention d'autres génocides. C'est aussi, pour le pays concerné, l'une des bases de la reconstruction et de la réconciliation nationale. Une société marquée par un tel drame ne peut se réorganiser et reprendre son développement que sur la base de la justice. L'enjeu est de donner aux victimes une réparation et aussi de réaffirmer les principes de l'Etat de droit.

Libération, 8 avril 2004

COMPOSITION ECRITE

In your opinion, can the international community prevent other genocides ?

NOTA :

- **Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies :** pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs.
- Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.